

Un professeur britannique révèle les origines choquantes de la russophobie | Richard Sakwa

Le professeur Richard Sakwa rejoint Pascal pour discuter de la russophobie, du « monde politique occidental » d'après 1945, et des raisons pour lesquelles la Russie n'y a jamais été pleinement acceptée. Il relie les tensions actuelles à l'histoire ancienne, à la politique de puissance et à la fracture entre l'atlantisme et l'Europe continentale, puis explique comment la guerre en Ukraine, les sanctions et la faiblesse des États occidentaux ont poussé le monde vers une plus grande division.

Liens : Richard Sakwa - University of Kent : <https://www.kent.ac.uk/politics-international-relations/people/2273/sakwa-richard> Neutrality Studies substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Activez la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Produits dérivés : <https://neutralitystudies.com/shop> Don : <https://neutralitystudies.com/donate>

Horodatage : 00:00:00 Introduction et russophobie 00:04:03 Pourquoi la Russie a été exclue 00:08:50 Pouvoir, civilisation et Mearsheimer 00:11:47 OTAN, UE et hostilité occidentale 00:17:13 L'Occident en crise : État, économie, société 00:22:58 Militarisation et nouvelle guerre froide 00:30:43 Russie, Chine et Occident 00:44:14 Faux universalisme et déclin 00:52:50 Conseils pour la Russie et la Chine

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Je m'appelle Pascal Lottaz, et aujourd'hui, je suis en direct avec le professeur Richard Sakwa. Richard, ravi de te retrouver. — C'est un plaisir d'être avec toi. C'est vraiment formidable de t'avoir ici, et qu'on puisse enfin s'asseoir à la même table. On sort tout juste d'une conférence sur la russophobie, d'ailleurs, et tu as fait, à mon avis, un exposé brillant sur ce qu'est la russophobie. On peut en parler ? Comment tu analyses ça ? Plus précisément, on parlait surtout de la russophobie occidentale, n'est-ce pas ? Comment tu l'expliques ?

#Richard Sakwa

Eh bien, c'est très difficile à comprendre. Mais il y a deux choses à dire. D'abord, la russophobie, ça change. Ce n'est pas quelque chose de continu, c'est discontinu. Ça monte, ça descend, avec des périodes d'alliance, et deux guerres, par exemple. Mais ce sur quoi je me concentre surtout, et ce que j'essaie de montrer, c'est qu'après mille neuf cent quarante-cinq, cette forme de russophobie devient simplement une autre manière de décrire la relation entre l'Occident et la Russie. Avec, bien sûr, une nuance particulière, liée à une longue histoire de relations qui remonte jusqu'à la séparation d'origine.

On peut remonter à la séparation entre Byzance, entre l'orthodoxie et le catholicisme romain, en mille cinquante-quatre. Mais ce qui m'intéresse plus particulièrement, c'est la façon dont, après la guerre, un type bien particulier d'Occident politique a émergé. Un Occident dirigé par les États-Unis, mais qui rassemblait les États-Unis et les pays d'Europe de l'Ouest. Et cet Occident politique a profondément transformé la nature même de la politique à l'intérieur de ces pays, ainsi que leur manière d'agir et de se comporter vis-à-vis des autres acteurs extérieurs — la Chine, bien sûr, et d'autres auparavant. Donc, cet Occident politique a changé la façon dont il traite les acteurs extérieurs. Je veux dire... Au début, évidemment, il y a eu la guerre froide, la première guerre froide, qui était une forme d'hostilité organisée, presque institutionnalisée. Parce que, au fond, l'Occident politique se voulait un modèle d'ordre mondial.

En gros, il considère que, vous savez, c'est un modèle de modernité, si on veut. Oui, un modèle de modernité. Il prend différentes formes, mais il n'est pas homogène, et il y a toujours des tensions, des conflits, à l'intérieur même de l'Occident politique. Je n'ai jamais prétendu qu'il était totalement homogène. Bien sûr, à un certain moment, il y a eu l'émergence d'une critique gaulliste de ce modèle. Mais malgré tout, c'est pendant la première guerre froide qu'il a produit une critique de l'Union soviétique, présentée comme un autre modèle d'ordre mondial, fondé sur un principe différent : l'internationalisme socialiste, par opposition à l'internationalisme libéral de l'Occident politique dans ces premières années. Mais cela a aussi engendré une forme d'hostilité systémique.

Avant, c'était la croisade anticommuniste, qui, bien sûr, a fini par prendre la forme d'une certaine relation. On a eu le maccarthysme à un moment donné. Puis la CIA a commencé à créer des revues, à lancer toute une offensive culturelle. Mais le point essentiel, pour résumer, c'est qu'après l'effondrement du modèle soviétique d'ordre mondial, entre mille neuf cent quatre-vingt-neuf et quatre-vingt-onze, donc à la fin de la première guerre froide, au lieu de voir cette attitude envers la Russie évoluer, elle s'est durcie. Pourquoi ? C'est une excellente question. Parce que, dans mon précédent livre intitulé **La paix perdue**, j'explique justement que nous avons gâché une occasion, une double occasion : d'abord, sur le continent européen, celle de construire un véritable ordre de paix, de Lisbonne jusqu'à Vladivostok. Les Russes le voulaient.

Beaucoup de gens en Europe le voulaient. Mais à cause de la manière dont l'Occident politique s'est construit, autour d'une alliance dirigée par Washington... Vous savez, on parle souvent de l'OTAN, mais l'OTAN n'était qu'un symptôme d'une hostilité plus profonde. On sait très bien que dans les années quatre-vingt-dix, d'abord Gorbatchev, puis Eltsine, et ensuite Poutine, ont tous voulu rejoindre l'Occident politique. Ils n'y sont pas parvenus. Et c'est bien là la question : ils n'ont pas pu le faire. Et pour moi, la raison, c'est la nature même du modèle occidental tel qu'il s'est développé. Ce modèle ne pouvait pas absorber la Russie, parce que la Russie arrive avec tout un bagage civilisationnel. On pensait autrefois que le problème, c'était le communisme. Mais, comme l'a dit Alexandre Zinoviev, on a voulu abattre le communisme... et c'est la Russie qu'on a touchée.

#Pascal

Oui. Et bien sûr, comme pour l'ancienne forme de russophobie — et on a déjà eu des intervenants qui en ont parlé, notamment Alexander Mercouris, qui d'ailleurs reviendra ici dans ce podcast — mais la russophobie, c'est bien plus ancien que le communisme. C'est bien plus vieux que la révolution. Ça remonte loin, et ça a même survécu au communisme. Donc, d'une certaine manière, ce sentiment que la Russie est « l'autre », qu'il faut s'y opposer, s'accompagne de tous ces stéréotypes : le Russe malfaisant, le Russe ivrogne, le Russe perfide, le Russe despotique... tous ces clichés-là. Le communisme, en fait, a juste servi de prétexte commode pour dire : « Non, non, tout ça est parfaitement rationnel. » Mais au fond, il y a une profonde irrationalité derrière tout ça, non ?

#Richard Sakwa

Absolument. Une fois qu'on enlève cette couche communiste, on découvre en fait une hostilité plus profonde envers la Russie, en tant qu'État, en tant que civilisation. Comme vous le dites, c'est un phénomène de long terme, mais discontinu. Oui, au dix-neuvième siècle, ça a pris une forme particulière, comme nos collègues l'ont expliqué, surtout après le Congrès de Vienne et, disons, la Sainte-Alliance, l'Union défensive. Il y a eu, si l'on veut, la révolution libérale de mil huit cent quarante-huit. Mais aussi, l'un des événements déclencheurs, c'était le soulèvement polonais de mil huit cent trente. Ensuite, beaucoup de Polonais sont partis vers l'Ouest, et plus tard, des Hongrois sont venus renforcer cette voix — une voix qu'on entend encore aujourd'hui, bien sûr, avec les dissidents russes qui partent à l'Ouest et demandent à l'Occident d'utiliser des mesures coercitives contre leur propre pays, pour diverses raisons.

C'est ça qui a tout déclenché. Et bien sûr, il y a eu cette longue rivalité entre l'Angleterre et la Russie, ce qu'on appelait le « Grand Jeu » en Asie centrale, les guerres autour de l'Afghanistan — c'est pour ça que la Grande-Bretagne s'en est mêlée — et la guerre de Crimée. Donc oui, on peut dire qu'il y a trois ou quatre facteurs en jeu. Il y a le facteur religieux : la Russie est orthodoxe, mais la Roumanie et la Grèce le sont aussi, dans une forme un peu différente. Il y a le facteur historique, qui remonte à mille cinquante-quatre, voire plus loin encore. Mais à mon avis, au fond, tout ça vient surtout de la compétition géopolitique. La Russie est un immense État à l'est, qui s'est toujours vu comme une civilisation à part, unique, et comme une puissance géopolitique à part entière.

#Pascal

Oui, et vous avez vu... ils n'ont pas aimé ça. Vous avez utilisé le mot qui fâche. Et dans notre conférence, surtout Jeff Roberts, il dit : « ah, n'importe quoi, ce n'est pas une question de civilisation, ça vient d'ailleurs ». Mais votre interprétation rejoint quand même pas mal celle de John Mearsheimer, qui dit en gros : « au fond, tout ça, c'est une question d'équilibre de puissance entre grandes puissances ». Qu'est-ce que vous pensez de Mearsheimer ? Est-ce qu'il est important, selon vous, pour comprendre la russophobie ?

#Richard Sakwa

Oui, enfin, il a raison, bien sûr. Il s'agit du fait que la Russie, eh bien, le niveau de force qu'elle s'attribue n'est jamais aussi solide qu'elle le pense, mais elle n'est jamais aussi faible que nous le pensons non plus, ou inversement. Donc, il y a cet aspect-là. Mais quand on parle de civilisation, ça compte vraiment. Mearsheimer est très bon, c'est vrai, mais il passe à côté de deux éléments fondamentaux. Son réalisme offensif, très dur, repose sur une idée de base : qu'il y a deux choses, dont une sorte de boîte noire qu'est la politique intérieure.

Tu ne regardes pas la politique intérieure, tu ne regardes pas la culture interne, et ainsi de suite. Et là-dessus, je pense qu'il a raison sur certains points, parce que les gens définissent la politique étrangère surtout en fonction de leur position, de leur force, de leur perception de la sécurité, et tout ce qui va avec. Mais la deuxième chose qu'il ne prend pas en compte, c'est que, dans le contexte plus large, à l'extérieur — et je me suis souvent opposé à lui là-dessus, même si je trouve sa réflexion brillante —, le fait est que, depuis mille neuf cent quarante-cinq, après la Seconde Guerre mondiale, un modèle politique d'ordre mondial a été mis en place. Et après mille neuf cent quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-onze, ce modèle s'est vu comme universel, porté par tout le discours sur la fin de l'histoire et tout le reste. Et c'est là qu'il s'est radicalisé.

Au lieu de disparaître, c'est devenu encore plus offensif. Mais quand on parle de civilisation, on parle, à un niveau en dessous du politique, du fait que la Russie, la Chine, la Perse — l'Iran d'aujourd'hui —, l'Inde bien sûr, et beaucoup d'autres pays, ont une identité culturelle profonde, une conscience d'eux-mêmes en tant que culture, en tant que civilisation. Et ça, on ne peut pas l'ignorer. Donc, ce n'est pas seulement une question d'équilibre des puissances. C'est aussi la manière dont on se perçoit dans le monde. Et la Russie, aujourd'hui, se voit d'une certaine façon, et elle utilise le langage de la multipolarité pour exprimer cette individualité, ainsi que son rôle actif dans les affaires internationales.

#Pascal

Salut, juste une petite note rapide. La meilleure façon de soutenir cette chaîne, c'est de vous abonner gratuitement à ma newsletter sur Substack. Vous pouvez aussi aider avec un abonnement payant, ou en achetant quelques-uns de nos nouveaux produits sur neutralitystudies.com. Les liens sont juste en dessous. On s'y retrouve. Mais bien sûr, ça soulève ensuite la question de savoir si l'Occident — et je pense que votre idée de l'Occident politique est en fait une expression civilisationnelle, non ? Ce sont des peuples qui partagent une même appartenance culturelle, même s'ils vivent dans des pays différents. Au fond, ce qu'on observe aujourd'hui, c'est une collaboration très étroite, au point même d'une intégration de ces systèmes. Certains disent alors : « Oh, ce n'est que les États-Unis qui contrôlent leurs satellites », ce qui est vrai dans une certaine mesure. Mais d'un autre côté, si je comprends bien, c'est aussi une vision commune du monde, un sentiment partagé sur la manière d'affronter les choses. Et là, la question se pose : est-ce que la russophobie serait en réalité un trait civilisationnel de l'Occident politique ?

#Richard Sakwa

C'est exactement ce qui s'est passé. Je veux dire, c'était tout simplement empirique. Dans les années quatre-vingt-dix, après l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie est arrivée en disant : les gars, on veut vous rejoindre. On veut faire partie de l'Occident politique. Toute une génération a grandi avec cette idée. Et puis, ils ont été choqués. On parle souvent de l'élargissement de l'OTAN, mais en réalité, ce n'est qu'un symptôme d'un problème plus large. Peut-être que l'OTAN devait s'élargir, oui, mais c'est la manière dont ça a été fait, pour exclure la Russie, qui pose question. L'OTAN pouvait faire de bonnes choses. Par exemple, empêcher la Grèce et la Turquie de se faire la guerre à propos de ces îles, et ainsi de suite. Pourquoi pas ? Mais ce qu'il ne fallait pas faire — et c'est pourtant ce qu'ils ont fait — c'est s'élargir, en pratique, contre la Russie.

Et c'est là qu'apparaît une autre source de russophobie : la dimension d'Europe de l'Est. Bien sûr, à partir du moment où ces pays ont rejoint l'OTAN, à partir de mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, puis l'Union européenne — qui, dans ce modèle de l'Occident politique, vont de pair — tout le bagage culturel, le langage de la liberté, et celui qui présente la Russie comme un régime despotique, tout cela réapparaît sous une nouvelle forme. On entend que la Russie est meurtrière, qu'elle mène une guerre hybride contre nous. En d'autres termes, on a recréé un conflit là où il n'y en avait pas besoin. Et la Russie, elle, voulait rejoindre cet Occident politique. Un autre aspect, c'est que dans cet Occident politique, on retrouve l'atlantisme comme idéologie, face au continentalisme — comme diraient les gaullistes —, une vision qui cherche à unir tout le continent.

Il y a plusieurs niveaux à tout ça. Le terme « russophobie », je ne suis pas toujours sûr que ce soit le meilleur mot pour décrire ce phénomène, parce qu'il est souvent utilisé aussi pour rejeter ce qu'on pourrait considérer comme des critiques légitimes. Tout ordre politique doit pouvoir être critiqué. C'est même sain, à mon avis. Ça rend le système plus vivant, plus résilient, quand on le remet en question. Mais trop souvent, toute critique valable de la Russie est aussitôt condamnée — « ah, c'est juste de la russophobie » — alors qu'en réalité, non, c'est une critique fondée sur la perception qu'il y a des manques, des problèmes, et ainsi de suite. Et ça, ça vaut pour tous les pays. Ce que fait la russophobie, en revanche, c'est qu'elle ajoute à cette critique normale une idée supplémentaire : celle que l'autre modèle d'ordre mondial serait illégitime. Et c'est là qu'il faut faire la distinction.

#Pascal

Et il faut que ce soit morcelé. Il faut le diviser en unités encore plus petites, non ? Donc, cette idée occidentale selon laquelle ce qui est arrivé à l'Union soviétique devrait aussi arriver à la Russie, et ce slogan de « décoloniser la Russie », c'est en fait, encore une fois, une manière de vouloir la fragmenter. Et derrière tout ça, il y a cette volonté, d'une certaine façon, de détruire ce qu'est la Russie aujourd'hui, non ? Et on avait des collègues russes à la conférence, qui interprétaient surtout les critiques russes venant des émigrés, ou de ceux qui sont partis à l'Ouest pendant la guerre froide, et qui ensuite ont commencé à se plaindre du système dans leur pays.

Ils ont interprété ça comme de la russophobie. Mais toi et moi, on dirait plutôt : non, non, non, c'est une critique du système, non ? C'est différent de ce que fait l'Occident quand il crée aussi ces stéréotypes culturels très forts, très émotionnels. Ton idée, c'était que ce qu'on observe aujourd'hui à propos de la Russie, avec cette russophobie — surtout celle qui circule en ce moment, en deux mille vingt-six —, ça renvoie à trois crises. Pas trois images, mais trois crises bien distinctes de l'Occident. Tu peux nous expliquer comment elles sont liées ?

#Richard Sakwa

Oui. En effet, l'Occident a évolué. D'abord, l'Occident politique, en tant que modèle, a toujours eu, si vous voulez, deux visages. Il y avait le visage du Commonwealth, celui des biens publics, du langage de la liberté, du constitutionnalisme, de l'État de droit... tout ce qu'il y a de positif. Mais il y avait aussi un second visage, qu'on pourrait appeler l'empire, fait de relations de domination et de subordination. Dans les quarante premières années après la Seconde Guerre mondiale, nous avons connu un Occident social-démocrate, avec un grand développement des États-providence. Le Royaume-Uni, par exemple, au milieu des années soixante-dix, était à son niveau d'égalité le plus élevé, grâce à des politiques fiscales progressives, à la redistribution, et à des politiques sociales fortes. Et puis, pendant les quarante années suivantes, nous avons peu à peu sapé tout cela avec le néolibéralisme. Ce n'était pas seulement, si vous voulez, un désancrage du libéralisme et de l'économie par rapport au contrôle social et aux visions progressistes.

C'était pire que ça, parce que ça a en réalité sapé notre capacité à nous gouverner nous-mêmes. Et la Grande-Bretagne est extrêmement mal gouvernée. On le voit très clairement dans la politique fiscale la plus simple : quand soixante-dix-huit pour cent des recettes des collectivités locales ne vont pas au nettoyage des rues, à la réparation des nids-de-poule, à l'entretien des parcs publics, au développement des bibliothèques — bref, à tout ce qu'on attend normalement d'un gouvernement local — mais que soixante-dix-huit pour cent partent dans les services sociaux, pour les adultes et les enfants, et ainsi de suite. Alors oui, ce sont des choses importantes, mais elles devraient relever du gouvernement central, pas être imposées à des collectivités locales financièrement exsangues. Autrement dit, nous avons sapé notre propre capacité à agir. On peut même dire que cela a créé un vide, une sorte de creux qui s'est installé — le résultat de l'assaut néolibéral contre la société moderne, contre l'État occidental, en particulier en Europe de l'Ouest.

#Pascal

L'État occidental moderne, celui qu'on connaissait dans les années soixante-dix, par exemple en Grande-Bretagne, en Scandinavie, mais aussi en Allemagne de l'Ouest, et ainsi de suite... ce modèle d'État-providence, oui, exactement.

#Richard Sakwa

Cet État-providence d'après-guerre... mais en réalité, tout ça va beaucoup plus loin. Toutes ces institutions de la modernité, si on veut — je pense en particulier aux partis politiques. Peter Mair, il y a une quinzaine d'années, parlait de son concept de « gouverner le vide », pour décrire la façon dont s'expriment et se structurent la représentation et la parole publique. Et aujourd'hui, on est clairement face à une crise de la représentation. C'est ce qui explique cette montée du populisme qu'on voit au Royaume-Uni, avec le parti de Farage, Reform, mais aussi en France avec Le Pen, en Italie avec des mouvements similaires, et bien sûr en Allemagne avec l'Alternative pour l'Allemagne.

Tout cela montre qu'on est face à un vide politique, et à une crise économique. Parce qu'évidemment, on a assisté à une financiarisation des systèmes économiques, qui a pris le pas, si vous voulez, sur l'investissement productif réel. Et puis, bien sûr, il y a aussi une crise sociale. Les politiques identitaires ont leur place dans toute société, personne ne le conteste. Mais là, on est dans une sorte de surenchère, qui a fini par éclipser les véritables questions d'égalité, de lutte des classes. Au Royaume-Uni, par exemple, on constate une incapacité étonnante à mettre en place de vraies politiques de développement régional. Et ça, c'est un point très intéressant.

Il se pourrait bien que le maire de Manchester lance bientôt un défi, et ce défi serait adressé au gouvernement britannique, au gouvernement de Keir Starmer et au Parti travailliste. Et ce défi porte précisément sur cette question : les collectivités locales et municipales ont été privées de ressources. On parle à nouveau de « manchestérisme », en référence aux années mille huit cent quarante, mais cette fois avec un modèle alternatif. Et si Manchester veut dire quelque chose — même si, soyons honnêtes, c'est assez flou —, cela veut dire qu'il faut s'éloigner de cette centralisation massive sur Londres et de la surdéveloppement de la capitale. Londres doit bien sûr continuer à se développer, espérons-le, mais il faut surtout redonner des moyens aux régions du Nord et de l'Ouest, qui manquent cruellement de ressources et de transports.

#Pascal

Et donc, c'est l'une des crises, n'est-ce pas ? Il y en a d'autres. Dans votre discussion, vous avez parlé de trois types de crises distinctes, comme celle de l'État, liée à la démodernisation ou à la post-modernisation. Ah, et puis il y a aussi tout l'aspect militaire, n'est-ce pas ? Oui.

#Richard Sakwa

Oui. Enfin, ce qui se passe en ce moment, c'est que l'un des signes de cette crise, c'est, comment dire... la remilitarisation des relations internationales en Europe. Oui, c'est quand même extraordinaire. On assiste à... à la formation d'un nouveau rideau de fer. Plus à partir de Narva, du nord au sud comme avant, mais quelques centaines de kilomètres plus à l'est. En fait, on a recréé la guerre froide, mais sous une forme bien plus virulente, bien plus agressive que ce qu'on avait connu auparavant. Et le deuxième élément, c'est que cette nouvelle guerre froide est aujourd'hui alimentée et entretenue davantage par les puissances européennes elles-mêmes que par les États-Unis. Ce qui est quand même assez étrange.

#Pascal

Et même pendant la guerre froide, il y avait toujours ces contacts, non ? On pouvait lire la Pravda dans presque toutes les capitales européennes, et ainsi de suite. Et il y avait certaines lignes rouges, des limites claires sur ce qui pouvait se passer sur le plan militaire. Aujourd'hui, toutes ces lignes rouges ont disparu. Et dans nos cercles, on essaie de comprendre comment il se fait qu'après la fin de la lutte idéologique, on se retrouve à nouveau dans une situation qu'à l'époque on aurait jugée impensable : une escalade vis-à-vis de la Russie, avec des frappes occidentales, des frappes de l'OTAN, lancées depuis l'Ukraine, en profondeur sur le territoire russe, et peut-être même, en ce moment, depuis le territoire de l'OTAN. On n'en sait rien, mais c'est bien ce qui nous inquiète tous. Et cela renvoie à cette idée de ce qu'est la Russie, et je pense que notre conférence porte justement sur cette haine de la Russie. Est-ce que, selon vous, c'est un facteur d'inspiration dans tout ce qui se passe ?

#Richard Sakwa

Oui. Eh bien, en effet. L'un des points que j'ai soulevés pendant la conférence, n'est-ce pas, c'est qu'on vit dans un monde du "post". Tout semble être post-structural, post-moderne, post-industriel... Il y a eu un grand débat sur la post-démocratie, et maintenant, on parle de post-libéralisme. Et qu'est-ce qui vient combler ce vide ? Eh bien, c'est justement cette agressivité. Et c'est plus qu'un simple effet de la terrible guerre entre les nations slaves, la Russie et l'Ukraine, depuis deux mille vingt-deux, et même depuis deux mille quatorze. Parce que j'ai averti depuis longtemps que la manière dont l'Occident politique se redéfinissait, c'était en se consolidant autour d'un ensemble de positions qui excluaient la Russie.

Et c'était évident pour n'importe quel analyste que ça finirait mal. Et bien sûr, au cœur de tout ça, là où il y a l'OTAN, il y a aussi l'Union européenne, avec son article quarante-deux point sept, celui sur la sécurité. Je sais que cet article a été ajouté, d'ailleurs, volontairement par les Polonais. Sikorski était ministre des Affaires étrangères au moment du traité de Lisbonne, et ils ont ensuite fait venir Carl Bildt, le ministre suédois des Affaires étrangères. Ils l'ont mis là exprès, pour agacer les Russes.

#Pascal

L'article quarante-deux point sept, c'est celui sur la sécurité collective, non ? Il n'est pas aussi fort que l'article cinq de l'OTAN, mais quand même, il dit que si un des pays de l'Union européenne est attaqué, les autres... En fait, il dit « doivent apporter leur soutien », c'est bien ça ? Il ne dit pas « doivent apporter un soutien militaire ».

#Richard Sakwa

Oui, ce qui est en fait plus fort que l'article cinq de l'OTAN, qui dit simplement qu'on peut le faire. Oui. Donc, paradoxalement, en d'autres termes, ce qu'ils ont fait, c'est qu'ils ont « otanisé » l'Union européenne. Et bien sûr, dans les versions les plus récentes, on voit une fusion, en pratique, entre l'Union européenne et l'OTAN. L'Union européenne s'est militarisée, et elle parle maintenant de keynésianisme militaire, c'est-à-dire d'utiliser l'investissement militaire comme moyen de sortir de la stagnation économique. Pendant ce temps, l'OTAN suit sa propre logique de militarisation, avec, par exemple, cinq pour cent des dépenses destinées à la défense et à ce genre de choses. Autrement dit, cette ambition politique existe bel et bien, même si certains disent : non, non, nous ne sommes qu'un ensemble de pays qui coopèrent. Et bien sûr, tout cela a toujours été orienté contre la Russie, pour des raisons culturelles et autres dont nous avons déjà parlé.

Alors, c'est plutôt... tu vois, quand tu viens de poser la question à l'instant : pourquoi ? Pourquoi tu as fait ça ? Eh bien, je n'ai pas toute la réponse, mais on essaie de comprendre. Comment l'Occident a-t-il gaspillé son argent ? Quelle était la possibilité d'un ordre de paix positif à la fin de la première guerre froide, à la fin des années quatre-vingt, au début des années quatre-vingt-dix ? Et comment en est-on arrivé aujourd'hui à une situation bien pire que tout ce qu'on avait connu auparavant ? L'Occident est devenu hermétique, incapable de dialoguer. On en est à la cinquième année de cette guerre terrible — la cinquième année — sans la moindre tentative, à part Washington, qu'il faut saluer bien sûr. Toute ouverture vers le dialogue et la diplomatie est à saluer. Et les puissances européennes refusent absolument d'aller dans cette direction. C'est à peine croyable.

#Pascal

Les réalistes parmi nos collègues vont encore revenir en disant, eh bien oui, évidemment. C'est simplement ce que font les grandes puissances. C'est dans l'intérêt des États-Unis de maintenir tout le monde en dessous, non ? La compétition sécuritaire selon Mearsheimer est inévitable. Donc, toute personne ou tout pays qui pourrait, même à l'avenir, redevenir un rival doit être neutralisé le plus tôt possible. Et la domination totale serait en fait la meilleure stratégie pour toute grande puissance. L'Europe, elle, ne serait qu'un satellite, déjà soumise, n'est-ce pas ? Ce serait leur argument. Mais malgré tout, il semble que cela laisse de côté les mécanismes concrets par lesquels tout cela fonctionne, même si c'était vrai. Oui, ça laisserait de côté les mécanismes.

Alors la question, c'est de savoir si la russophobie, et l'image qu'on se fait de la Russie, font partie de ces mécanismes. Et si c'est différent des autres. Parce que la Chine, clairement, c'est l'autre grand acteur, non ? Peut-être même plus important que ce que dit M. Mearsheimer. La Russie, oui, on doit s'y intéresser, mais surtout à la Chine, parce que la Chine, c'est un concurrent de même niveau. La Russie, pas vraiment. Mais avec la Chine, on ne voit pas la même forme de xénophobie. Ce qu'on observe, c'est plutôt un discours sur la menace chinoise, d'accord, mais pas ce genre de caricature du type : « ce sont des gens ivres, incapables, qui se battent avec des pelles et des machines à laver ». Non, ça, on ne le voit pas avec eux. C'est ce qu'on voit avec les Russes. À votre avis, pourquoi ?

#Richard Sakwa

Oui, absolument. Vous avez tout à fait raison de souligner la différence. C'est que, bien sûr, la guerre russo-ukrainienne est présentée, même en Occident, comme une guerre de civilisation — oui, encore ce mot — une guerre de civilisation, où l'Ukraine serait la ligne de front qui retient les hordes barbares venues d'Eurasie, des steppes asiatiques, et tout ce genre d'images du dix-neuvième siècle. C'est pour ça que la russophobie a un vrai sens, un contenu réel. Ce n'est pas juste... Une critique de la Russie en soi peut être tout à fait légitime. On peut critiquer n'importe quel pays, et on devrait le faire.

Mais il y a un antagonisme plus profond, vraiment très profond, que vous venez justement de décrire. Et il est différent de la relation avec n'importe quel autre concurrent, en particulier, évidemment, la Chine. Et bien sûr, la logique de cet argument, que vous venez d'exposer — selon laquelle il ne faut pas laisser émerger un concurrent régional et qu'il faut l'écraser avant qu'il ne le fasse —, cette logique conduit à dire : eh bien, on aurait dû intégrer la Russie, en faire un partenaire de notre dispositif. Exactement. Ça aurait eu beaucoup plus de sens.

#Pascal

C'est justement là que l'approche réaliste se trompe, non ? Face à la Chine, une alliance avec la Russie aurait eu beaucoup plus de sens.

#Richard Sakwa

Au lieu de ça, on a renforcé l'alliance russo-chinoise. Et là encore, c'est absolument clair : la Russie et la Chine entretiennent aujourd'hui des relations plus étroites et plus intenses que jamais dans l'histoire, et ça va durer. Mais cette alliance, évidemment, comporte ses propres contradictions et ses tensions internes. C'est normal. Ce sur quoi elle repose, en revanche, c'est un rejet de la politique du monde occidental.

#Pascal

Hum hum.

#Richard Sakwa

Et c'est extrêmement important : l'Occident politique, dans son ensemble, a construit toute une vision selon laquelle nous serions le camp de la liberté, tandis que l'autre, ce serait le despotisme. Nous aurions une économie libre, eux, un capitalisme d'État, et ainsi de suite. La corruption, c'est toujours le grand mot qu'on ressort. Tout système qu'on n'aime pas — prenons la Géorgie aujourd'hui, par exemple — on dit tout de suite : « ah, c'est une société corrompue ». Alors qu'en réalité, elle est sans doute bien moins corrompue que l'Ukraine, et que beaucoup, beaucoup d'autres États.

Donc, à l'intérieur de l'Occident politique, on a quelque chose que j'appelle hermétique. C'est fermé. Il ne peut parler qu'à lui-même.

#Pascal

Oui.

#Richard Sakwa

Et même là, ça devient de plus en plus irrationnel. Parce que, si on suit votre raisonnement, la question serait : d'accord, ce serait logique du point de vue de Washington — maintenir la Russie, ou toute autre grande menace, potentielle ou réelle, sous contrôle, comme la Chine. Mais la vraie question, c'est : pourquoi les puissances européennes ont-elles suivi cette logique, alors que ce n'était pas dans leur intérêt stratégique ? Il aurait été tout à fait cohérent que l'Allemagne, la Russie et la France construisent ce continentalisme. Et d'ailleurs, je défends cette idée depuis trente ans. Ce n'est pas seulement la « maison commune européenne » de Gorbatchev, c'est aussi la « Confédération de l'Europe » de Mitterrand. Même Mme Thatcher, qui était l'une des femmes politiques les plus compétentes — je suis souvent en désaccord avec sa politique — mais qui avait compris certains de ces enjeux très tôt. L'idée, c'était qu'il fallait ce continentalisme face à l'atlantisme.

Je me souviens d'une réunion à Londres, avec des ambassadeurs, à l'ambassade de Pologne. J'avais évoqué ce sujet, et Lord Hannay, notre ancien représentant auprès des Nations unies, a réagi en disant : « Ah, l'hérésie gaulliste. » C'était une idée jugée hérétique. Et même le mot « hérésie » était révélateur dans ce contexte. En d'autres termes, il y a un type de discours limité, autorisé, mais tout ce qui dépasse ce cadre devient hérétique, et aujourd'hui, bien sûr, c'est immédiatement étouffé. On a tout un système de soi-disant lutte contre la désinformation, les fake news, et tout le reste. Bref, on s'est monté la tête, et, comme je le disais encore hier, on est pris d'une véritable fièvre de guerre. Une fièvre comparable à celle de la Première Guerre mondiale. Et quand on relit l'histoire de cette guerre, c'est de la folie. À peine une semaine, un mois avant, ou deux mois avant, le tsar était sur l'île de Wight, au festival de voile. Toutes les familles royales étaient liées entre elles... et pourtant, ils sont partis en guerre. Une guerre où des millions de personnes ont trouvé la mort.

#Pascal

Oui, et n'oublions pas que le tsar, le kaiser et le roi d'Angleterre étaient cousins.

#Richard Sakwa

Ils étaient tous cousins.

#Pascal

Ils étaient tous les petits-enfants de Victoria, non ? Mais on le voit bien sur toutes ces photos de la Première Guerre mondiale, au moment où elle a éclaté, quand elle a été officiellement déclarée. Les gens étaient dans les rues, en train de célébrer, dans toutes les capitales, chapeau levé, en criant des slogans joyeux. Et puis, le sourire aux lèvres, ils montaient dans les wagons du train, direction le front. Les Allemands disaient : « On se retrouve à Noël sur les Champs-Élysées ! » Mais ça ne s'est pas passé comme ça. Non, pas du tout.

#Richard Sakwa

Pour l'instant, on n'en est pas encore là. Non, pas encore, parce que je pense que les sociétés n'en veulent pas. On l'a vu en Allemagne, dans les sondages d'opinion : quand la ministre de la Défense a dit que les Allemands devaient être prêts à faire des sacrifices, et qu'on a évoqué une sorte de service militaire allégé, la réaction a été massive — non. Donc, oui, pour le moment, ça semble être une idée d'élite. Mais... comme on le sait, la presse populaire, ce qu'on appelait autrefois la presse à sensation, et aujourd'hui les médias, les réseaux sociaux, peuvent très vite attiser cet enthousiasme.

Comme vous le dites, en juillet 1914, tout semblait calme, et soudain, c'est tombé comme un coup de tonnerre. En un mois à peine, ils se sont mis à s'entretuer pendant quatre ans, dans une guerre absurde et inutile. Et au fond, oui, vous savez, la guerre en Ukraine dure déjà plus longtemps que la Première Guerre mondiale, c'est assez frappant. Aujourd'hui, le douze juin deux mille vingt-six, c'est précisément le jour où nous nous rencontrons, et où la guerre russo-ukrainienne atteint la même durée que la Première Guerre mondiale. C'est exactement aujourd'hui.

#Pascal

C'est assez amusant, parce qu'on se rencontre à un moment vraiment particulier. Ce qui veut dire que la phrase que je viens de dire — que c'est déjà plus long — est en fait factuellement fausse.

#Richard Sakwa

Non, c'est plus long que la participation de l'Union soviétique à ce qu'ils appellent la Grande Guerre patriotique. Donc, ça dure déjà depuis plusieurs mois. À l'époque, bien sûr, comme beaucoup de Russes le rappellent, nous avons vaincu l'Allemagne nazie et nous sommes arrivés jusqu'à Berlin. Et maintenant, dans la cinquième année de cette guerre, ils se battent encore dans le Donbass, avançant, avec un peu de chance, de quelques kilomètres tous les quelques mois.

#Pascal

Oui, oui. Et bien sûr, on peut en dire beaucoup à ce sujet, notamment sur le fait que la Russie continue d'affirmer que ce n'est pas une guerre, mais une opération militaire spéciale, avec des objectifs complètement différents, et tout ce qui va avec. Mais les combats durent depuis un certain temps déjà. Pensez-vous que la façon dont la guerre en Ukraine s'est déroulée a réellement

intensifié la russophobie en Occident ? Et pensez-vous que cela a aussi renforcé une forme de « occidentophobie » en Russie, si tant est que ce terme ait un sens ?

#Richard Sakwa

Absolument. Ce qu'on voit, c'est que les Ukrainiens ont géré la communication et le récit de façon brillante. Ils ont réussi, en quelque sorte, à « annuler » la Russie. Dès le début, des concerts d'artistes russes, par exemple, ont été annulés. Et aujourd'hui encore, la Russie n'a pas le droit de participer à la plupart des compétitions sportives sous son propre drapeau, ni en tant qu'équipe nationale. Elle ne pourra pas non plus prendre part au prochain championnat d'Europe de football de l'UEFA, par exemple. C'est du jamais-vu, même à l'époque de la désintégration de l'Union soviétique, de la Yougoslavie ou des autres pays communistes.

#Pascal

Et bien sûr, on a une dynamique complètement différente quand il s'agit d'Israël et des États-Unis, qui ont attaqué l'Iran sans provocation, et tout le reste. Je veux dire, on voit maintenant cette hypocrisie flagrante. C'est de plus en plus évident. Mais ce qui est intéressant, c'est que ça fonctionne, non ? La Russie peut être exclue de ces organisations. Les États-Unis et Israël, eux, non.

#Richard Sakwa

Et ce qui les agace vraiment, bien sûr, c'est que la Russie ne peut pas être exclue en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Ils auraient bien aimé le faire. Et évidemment, les Britanniques et d'autres disent que la Russie n'a rien à faire là. Pendant ce temps, Israël commet des meurtres de masse, et les États-Unis lancent une attaque non provoquée, littéralement non provoquée, contre l'Iran, le vingt-huit février de cette année. Alors, c'est aussi pour ça que ce modèle de l'Occident politique, pour moi, est important. Parce qu'il montre que ce qu'on appelle les doubles standards, en réalité, c'est systémique. Ce n'est pas du hasard. Autrement dit, dans mon modèle, il y a le système international, qui aujourd'hui est celui de la Charte des Nations unies. Ce n'est pas, bien sûr, un gouvernement mondial, mais ce système établit le droit international, les normes, et ce qui est considéré comme légitime dans la politique internationale.

Et puis, il y a ce qu'on appelle l'Occident politique, qui, après la fin de la guerre froide, s'est autoproclamé « ordre international fondé sur des règles », ou « ordre international libéral ». Cet ordre a commencé à remplacer, à détourner et à écarter les normes issues des Nations unies. Autrement dit, ils ont créé ce qu'ils appellent un ordre fondé sur des règles, mais en inventant leurs propres règles, dans leur propre système, sans se conformer à celui des Nations unies. Cela conduit forcément à des doubles standards : « nous faisons ce que nous faisons parce que c'est juste, et parce que nous pouvons le faire, sans en subir les conséquences ». Et déjà, bien avant Donald J. Trump, cet Occident politique s'éloignait et cherchait à se substituer aux normes impartiales et universelles inscrites dans la Charte des Nations unies et dans le droit international qui en découle.

#Pascal

Et le droit international, bien sûr, est bien plus ancien que la Charte des Nations unies. Celle-ci s'appuie dessus, elle en découle. Mais ce qui est intéressant ici, c'est que l'Occident politique affirme sans cesse — et sans doute le croit-il lui-même — qu'il ne représente pas une approche civilisationnelle particulière des relations internationales, mais quelque chose d'universel. Il revendique l'universalité, alors qu'en réalité, c'est une forme de « westernisme » bien maquillée, qu'il impose à tout le monde. Alors, qu'est-ce que ça produit ? Et qu'est-ce que ça fait à l'Occident politique, maintenant que tout cela s'effondre ? Cette idée selon laquelle le monde entier, la communauté internationale, aurait imposé des sanctions à la Russie... c'est évident que ce n'est pas vrai. Et c'est même en train de devenir évident pour l'Occident lui-même. Donc, on assiste à un réveil brutal : ce prétendu universalisme qu'il revendique n'est en réalité rien d'autre qu'une particularité déguisée.

#Richard Sakwa

Qu'est-ce que vous en pensez ? Oui, absolument. C'est un faux universalisme, parce qu'il ne repose pas sur les principes généralement admis des Nations Unies, mais sur autre chose... Comme je l'ai dit, il existe plusieurs modèles concurrents d'ordre mondial. Autrefois, on avait l'Union soviétique comme modèle d'ordre mondial, et cela obligeait l'Occident politique, d'une certaine manière, à s'adapter, à se réformer, à construire les États-providence, comme on en a parlé tout à l'heure. Une fois cette alternative disparue, l'Occident est devenu, disons-le, un peu fou. Il a perdu ce contrepoids qui le forçait à faire en sorte que ses propres populations ne se tournent pas vers l'autre modèle en se disant : « Tiens, voilà un bon exemple de garde d'enfants universelle, de logement public, d'énergie bon marché, toutes ces choses positives » — que l'Union soviétique avait effectivement mises en place, d'ailleurs. Bien sûr, il y avait aussi des aspects négatifs.

Mais une fois que tout ça a disparu, évidemment, l'Occident politique s'est présenté comme universel. Non seulement il a remis en cause les Nations unies et ce véritable universalisme, mais... comme vous le dites, il y a deux choses qui se passent en ce moment. Les puissances d'Europe occidentale, et même les États-Unis, voient leur poids économique décliner par rapport au groupe des BRICS, de manière générale. Parce que ce qui s'est produit, c'est qu'à mesure qu'ils deviennent relativement plus faibles et plus pauvres, ils deviennent aussi de plus en plus violents et agressifs. C'est le symptôme d'un déclin, d'une agitation, d'une recherche désespérée de solutions, de pertinence et de rôle dans le monde. Ce qui s'est passé, c'est que... enfin, j'ai perdu le fil, mais disons qu'ils ont perdu... leur incapacité à respecter leurs propres normes, si l'on veut, au sein des Nations unies, conduit à toute une série de pathologies.

#Pascal

Parce que si l'Occident politique appliquait vraiment ses propres principes, s'il s'imposait à lui-même les mêmes standards qu'il impose aux autres... eh bien, je suppose qu'il aurait dû s'y plier, non ? Il aurait dû s'y plier vis-à-vis de la Russie, vis-à-vis de la Chine, si ce prétendu universalisme avait été réellement appliqué de façon universelle, y compris à lui-même. Mais comme ce n'est pas le cas, la seule autre option pour les autres, c'est de dire : non, on revient aux véritables normes universelles, celles qu'on a déjà écrites et sur lesquelles on s'est déjà mis d'accord. Et maintenant, les gars, on va vous pousser à les respecter — c'est exactement ce que font aujourd'hui l'Iran et la Russie.

#Richard Sakwa

Exactement. Dans les déclarations conjointes de la Russie et de la Chine, encore et encore, ils se réfèrent à la Charte et la défendent. C'est pour ça que le terme « révisionnisme » est utile ici : parce que c'est l'Occident qui est devenu révisionniste, en reniant les normes qu'il avait lui-même proclamées auparavant. Alors que la Chine et la Russie... d'ailleurs, elles ne sont pas anti-occidentales. Elles sont post-occidentales — encore un « post » à ajouter. Et elles ne sont pas simplement, si on veut, dans une logique de contre-hégémonie, contre la domination de l'Occident. Ce qu'elles veulent, c'est changer les règles elles-mêmes, dire : nous ne faisons pas que nous opposer à l'Occident en tant que grande puissance. Nous disons que ce que fait l'Occident est absurde. Et c'est de l'anti-hégémonisme.

On n'a pas besoin de ça dans le monde. Et c'est justement ce que je voulais dire : le système international a mûri. Aujourd'hui, il y a cent quatre-vingt-treize États dans le monde, et aucun d'entre eux n'est prêt à renoncer à son autonomie et à son indépendance, à part ceux du monde politique occidental. Vous savez, les États souverains décident eux-mêmes — je pense à l'Inde, au Mexique, au Brésil, à l'Afrique du Sud, et à beaucoup d'États moyens, voire plus petits — ils ne vont pas y renoncer. Le système international a mûri, et cela rend l'universalisme factice de l'Occident politique encore plus anachronique, encore plus dangereux. L'Union européenne, elle, reste ouverte.

Ce qui se passe, c'est qu'on va en Afrique, non pas pour le bien des Africains, pour construire des ponts, des chemins de fer et tout ça, mais pour contrer l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie ou l'implication de la Russie. Donc, cette dimension négative est toujours présente. Juste un dernier point à ce sujet, parce que vous me rappelez qu'en Occident politique, en Europe surtout, on est pris au piège entre, d'un côté, une forme de démocratisme, où la décision politique passe toujours avant la volonté populaire. On l'a vu lors des élections en Roumanie et ailleurs. Et aujourd'hui, toutes les élections deviennent en quelque sorte des compétitions entre des orientations géopolitiques, exactement comme à l'époque de l'Union soviétique. On ne vote plus vraiment pour un gouvernement, on vote pour un choix de civilisation. Êtes-vous du côté de l'Occident politique, ou allez-vous être pro-russe, et ainsi de suite ?

Et de l'autre côté, on se retrouve piégé par cette montée de l'illibéralisme. On l'a vu dans de nombreux pays, y compris avec la législation antiterroriste au Royaume-Uni. C'est profondément

illibéral. Ça va à l'encontre des principes fondamentaux de la Magna Carta, de l'habeas corpus, de toute la tradition du droit commun. Donc, l'Occident, c'est vraiment le monde politique occidental en tant que forme. Et bien sûr, aujourd'hui, tout ça se délite, parce qu'avec Trump et les États-Unis, on entend dire : « On n'a même plus besoin de cet Occident politique. On est assez puissants — l'Amérique d'abord, rendons sa grandeur à l'Amérique. » On n'a même plus besoin de ces puissances européennes. Qu'elles se débrouillent toutes seules. Ce qui a évidemment provoqué encore plus de désordre, et même une panique totale, en France, au Royaume-Uni et en Allemagne.

#Pascal

Donc, vous ne partagez pas l'analyse de penseurs comme Brian Berletic, qui disent, en gros, que tout ça, c'est du cinéma. Que l'Europe, en réalité, se fait simplement balader par un autre chemin. Qu'on fait semblant de lâcher prise, juste pour la pousser à se militariser davantage, et ensuite renforcer l'empire et l'hégémonie des États-Unis. Pas en étant gentils avec les Européens, mais en faisant semblant de ne pas l'être. Mais au final, l'agenda reste le même. Vous, vous ne voyez pas les choses comme ça.

#Richard Sakwa

Non, c'est-à-dire qu'il y a des mouvements contradictoires en cours. D'un côté, les États-Unis affirment, comme on l'a vu dans la Stratégie de sécurité nationale et dans les différents discours de Marco Rubio et d'autres à la Conférence sur la sécurité de Munich, qu'il faut un nouveau départ au sein de l'Occident politique, une empreinte américaine plus fondamentale. Et cela traduit un vrai sentiment que, soixante-dix, maintenant quatre-vingts ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on se demande : mais enfin, où en est-on ? Vous savez, quand l'OTAN a été créée en mille neuf cent quarante-neuf, Eisenhower avait dit : si nous avons encore des troupes américaines en Europe dans dix ans, ce sera un échec. Et aujourd'hui, plus de soixante-dix ans ont passé depuis. Donc, il y a ce sentiment de stagnation, l'impression que tout cela est devenu un phénomène politique à bout de souffle.

Maintenant, moi, ce que je veux, c'est voir un renouveau. Vous savez, on a parlé des multiples « Occidents ». On a parlé de l'Occident politique, mais peut-être qu'on peut en dire encore un mot rapidement. Parce qu'il y a aussi les autres Occidents, qui sont eux aussi en crise. On peut même parler d'une triple crise, si vous voulez. Je peux dire juste quelques mots ? Oui, bien sûr. Alors, comme je le disais, l'Occident politique a cette vision militarisée, pensée pour tenir la Russie à l'écart, comme c'était déjà le cas après mille neuf cent quarante-cinq. Première guerre froide, puis une deuxième, bien pire que la première, où il n'y a même plus de vols directs entre les puissances occidentales et la Russie ou la Biélorussie. C'est tout simplement incroyable.

Il y a ensuite une autre crise qui vient se superposer à tout ça, qu'on a vue avec Black Lives Matter et toute cette discussion sur le rôle de l'empire. C'est l'Occident impérial ou colonial des cinq derniers siècles. Et cette révision, ce débat, sont aujourd'hui extrêmement importants — le rôle de l'

esclavage, le développement du capitalisme, toutes ces discussions — et, au fond, c'est un débat qui dure depuis longtemps. Niall Ferguson a écrit, il y a une vingtaine d'années, un livre sur l'impérialisme britannique, où il disait en gros que l'Empire britannique n'était pas si mauvais. Et on a entendu Marco Rubio, à la Conférence sur la sécurité de Munich, parler des cinq siècles glorieux de la civilisation et de la culture occidentales. Donc, tout cela vient se superposer à la situation actuelle. Et bien sûr, les Russes répliquent en disant — on l'a encore entendu hier — qu'eux n'ont jamais été des puissances impériales ou coloniales, et ainsi de suite.

Mais, autrement dit, je pense que tous les pays commencent à faire face et à comprendre le colonialisme, ainsi que les formes néocoloniales d'aujourd'hui... La Russie, bien sûr, se présente aujourd'hui, encore une fois, comme l'Union soviétique le faisait à l'époque, comme une puissance anticoloniale. Ensuite, il y a une troisième question, que j'appelle maintenant l'émergence, ce qu'on appelait autrefois l'Occident judéo-chrétien ou gréco-romain. Moi, je l'appelle désormais l'Occident philosophique, parce qu'il s'agissait vraiment d'une autre manière de penser le monde et de se penser soi-même. On est passé d'une vision cosmologique du monde à une vision théologique, et puis, l'une des caractéristiques uniques de notre Occident — et j'en suis fier, si vous voulez — c'est sa réflexion philosophique, de Platon à Aristote, et bien au-delà. Et ce type-là, le philosophe, venait de Perse.

Oui. Donc, à la base de tout ça, il s'agit d'un mouvement de dé-occidentalisation — enfin, pas quelque chose de strictement judéo-chrétien — pour dire que nous étions là au commencement, et que nous avons ensuite suivi une trajectoire particulière. Mais, à la racine, c'était toujours, disons, un élément de civilisation. Et bien sûr, on peut se demander : pourquoi nous, alors qu'il y avait les Perses, les Babyloniens, et bien sûr les civilisations indienne et chinoise dès le départ ? Mais nous, nous avons pris une voie spécifique. L'Occident philosophique a toujours eu cette capacité à se réfléchir lui-même, tout en étant, évidemment, plein d'illusions et de tromperies à son propre sujet. Pourtant, c'est une tradition importante. Je dirais même, en tant que grand néoplatonicien, que c'est quelque chose d'absolument essentiel.

Et puis, il y a la manière dont Aristote a étudié la politique, et tout ce qui s'en suit. Eh bien, nous aussi, nous avons une tradition, tout comme les Indiens, les Perses ou les Chinois ont la leur. Et c'est pour ça que, au niveau de la civilisation, à un niveau plus profond que celui du contemporain, il faut en être conscients. Il faut se rappeler qu'il existe ces compréhensions de long terme, et aussi une vision dans laquelle nous ne sommes pas en compétition, pas dans ce sens étroit et dominant où il faudrait absolument maintenir la Chine à distance. Cette peur, à vrai dire, en devient presque absurde. La Chine est une grande civilisation, et nous devrions simplement être fiers qu'aujourd'hui elle sorte des millions de personnes de la pauvreté, qu'elle se développe. Qu'y a-t-il de mal à cela ?

#Pascal

Pour conclure, on a commencé en parlant de la russophobie, et on va continuer à explorer si, oui ou non, la russophobie est ancrée dans l'Occident politique, ou si c'est simplement un phénomène

global dont l'Occident politique pourrait se passer. Mais si vous deviez conseiller des diplomates chinois et russes, en leur disant, par exemple : « Écoutez, voici comment je vous recommanderais de travailler avec l'Occident politique », qu'est-ce que vous leur diriez ?

#Richard Sakwa

Je pense qu'il faut faire preuve de patience stratégique. Ne pas réagir aux provocations. À mesure que l'Occident politique décline, qu'il connaît ses propres tensions internes, ses troubles domestiques — comme on le voit aujourd'hui au Royaume-Uni — tout cela va le pousser à s'en prendre aux autres. Et les escalades totalement irresponsables dans la guerre entre la Russie et l'Ukraine, on les voit presque tous les jours... il ne faut surtout pas répondre. Faites simplement ce que vous avez à faire. Donc, pour la Russie, il s'agit d'investir dans votre société, d'investir dans votre peuple, de moderniser, de construire des logements. Et d'ailleurs, on le voit bien : la Russie se développe malgré cinq ans de sanctions — en réalité bien plus, mais cinq ans de sanctions particulièrement dures. La Russie continue de se développer.

Les magasins sont pleins, avec leurs propres produits. Et en fait, quelques Russes nous ont dit, même ici, pendant cette conférence, que la meilleure chose que l'Occident ait jamais faite, c'est d'imposer des sanctions à la Russie. Parce que ça l'a forcée à se replier sur elle-même — et les Chinois aussi, d'ailleurs. L'essentiel, c'est de rester attaché aux Nations unies et au système de la Charte, parce qu'on sait bien qu'Israël, l'Ukraine et les États-Unis n'aiment pas les Nations unies. Donc il faut défendre le droit international. Bien sûr, la plupart des pays sont meilleurs pour proclamer leur attachement à ces principes que pour les appliquer, mais ce n'est pas ça le plus important. Tant qu'on garde un engagement normatif envers ces principes, c'est ce qui compte. Quant au front russe — on ne va pas entrer dans les causes de la guerre entre la Russie et l'Ukraine — mais la Russie essaie clairement de la justifier en s'appuyant sur l'article cinquante et un de la Charte des Nations unies.

C'est discutable, mais malgré tout, c'est bien ce qu'on essaie de faire. Donc, mon conseil, c'est la patience. D'abord, ne réagissez pas aux provocations. Ensuite, tenez bon. Et enfin, peut-être qu'il faut établir un modèle de la manière de faire de la politique internationale fondée sur les principes des Nations Unies, ceux du souverain internationalisme. La souveraineté, oui, nous développons notre propre voie. Mais le véritable internationalisme, c'est quand les États se rassemblent dans un cadre multilatéral, pour le bien public, pour l'intérêt général, et pour la cause de la paix et du développement. En d'autres termes, ne devenez pas simplement le reflet, avec toutes ses pathologies, son déclin et tout le reste, du monde politique occidental. Soyez plutôt un exemple de la manière de faire autrement. Magnifiquement dit.

#Pascal

Richard Sakwa, où est-ce que les gens peuvent trouver vos écrits et vos livres ? Et quel est le dernier ouvrage que vous recommandez à tout le monde sur ce sujet ?

#Richard Sakwa

Eh bien, je viens tout juste de publier un livre sur la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Le sous-titre, c'est **Les folies de l'empire**, qui aborde une partie de ces questions. Et avant ça, j'ai écrit **La paix perdue**. Heureusement, le site de l'Université du Kent répertorie tout ça. Si vous allez sur la page du département de science politique — j'y suis professeur émérite —, vous trouverez la liste de mes publications. Mais j'ai l'intention de créer mon propre site web un peu plus tard.

#Pascal

Et nous aurons le plaisir de vous recevoir à nouveau très bientôt. Alors, allez sur le site de l'Université du Kent, découvrez les livres de Richard. Il écrit énormément, tout le temps. Enfin, "énormément" et "tout le temps", c'est à peu près la même chose. Mais sur ce, Richard Sakwa, un grand merci pour le temps que vous nous avez accordé aujourd'hui.

#Richard Sakwa

C'était un vrai plaisir. Merci.